

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse.....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGELER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 1^{er} juillet 1891.

BULLETIN POLITIQUE

La triple alliance est renouvelée pour six ans. Ce n'est plus là un racontar de journal. Nous le savons de deux bouches, sinon également augustes, du moins également autorisées. Lundi, à Hambourg, comme il faisait sur l'Elbe une petite promenade, prélude de ses longs voyages d'été, l'empereur Guillaume II s'en est ouvert à M. Woldemar-Nissen, président de la Société de navigation hambourgeoise. « C'est un heureux événement, a ajouté S. M., et vous m'en voyez tout joyeux. »

A peu près à la même heure, le marquis di Rudini faisait à la tribune du Sénat italien une déclaration analogue. Empêché par les clameurs et les protestations de la gauche démocratique de placer son discours à la Chambre des députés, le premier ministre est allé le porter au Sénat. Là du moins, il pouvait être certain de ne rencontrer aucune opposition importune. Les sénateurs sont élus à vie par le roi. La triple-alliance, nul ne l'ignore, est une conception du roi, destinée avant tout à protéger l'Italie contre la contagion républicaine qu'il redoute de la part de la France. M. di Rudini pouvait donc être assuré que les pères conscripteurs manifesteraient l'enthousiasme le plus unanime et le plus spontané. Ils ne s'en sont pas fait faute.

Nous avons donné hier une dépêche qui résume assez exactement le discours du ministre. En voici textuellement le passage le plus catégorique et le plus significatif :

L'Italie veut le maintien en Europe de l'équilibre, du statu quo, surtout dans la Méditerranée. Pour atteindre ce but, le gouvernement n'a pas cherché aujourd'hui seulement à avoir des intelligences et à établir des accords avec des puissances se trouvant dans le même ordre d'idées, ayant des intérêts analogues aux nôtres ; il y a quelques années, il y eut un échange d'idées et d'intelligences avec l'Angleterre. Sir James Fergusson en a parlé au parlement anglais en termes parfaitement exacts. Les deux pays se proposent de coopérer au maintien de la paix et du statu quo. Je ne vois pas de question où la manière de voir de l'Italie et de l'Angleterre ne soit pas la même.

Quant aux rapports avec les puissances centrales, on sait depuis longtemps qu'ils sont intimes et que l'amitié entre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie est vive et sincère. Les traités signés sont une forte et sûre garantie de paix.

L'échéance des traités approchait ; il était naturel qu'il y eut une période d'hésitations, de doutes et d'incertitudes agitant l'opinion publique au dedans et au dehors. Avant même que les anciens traités soient échus, les nouveaux seront en vigueur depuis longtemps, parce que, dans la politique étrangère, il ne doit pas y avoir de solution de continuité.

Suit le refrain obligé des discours de tous les ministres des affaires étrangères présents, passés et futurs de tous les pays : l'hymne à la paix.

Ainsi le groupement officiel des puissances de l'Europe va rester, pour six ans — sauf imprévu, — ce qu'il est depuis le congrès de Berlin, c'est-à-dire depuis que la Russie est sortie de l'ex-alliance des trois empires.

Une seule chose se modifie : l'opinion des peuples, avec laquelle la diplomatie ne compte pas. Comme nous l'avons noté, en Autriche-Hongrie, en Italie et en Angleterre, une fraction importante de la nation ne cesse de protester contre la triple ou quadruple alliance. En Italie, l'opposition atteint une telle intensité que, devant les représentants de la nation, il a été impossible au premier ministre d'annon-

cer son programme de politique extérieure, tant les protestations qu'il soulève étaient indignées et vibrantes. Et pour imposer silence à l'opinion, le ministre de l'intérieur a dû prendre contre les adversaires de la triple alliance des mesures analogues à celles que M. de Bismarck dirigeait contre les socialistes.

Ces opposants italiens sont vraiment incroyables : Comment ne comprennent-ils pas que la vraie mission historique du royaume fondé sur les champs de bataille de Solferino et de Magenta est de garantir à l'Allemagne la possession de l'Alsace-Lorraine, dû pour cela l'Italie, que personne ne menace, se ruiner en armements exagérés ? Comment ne reconnaissent-ils pas que l'amie historique et nécessaire de leur pays, c'est l'Autriche ? Ces gens ont vraiment des scrupules et des idées d'un autre âge. Et leur prétention de connaître ce traité qui les lie pour six années et qu'on se refuse à rendre public, sans doute parce qu'il est élaboré uniquement en vue de la paix, est bien la plus impertinente et la plus déplacée qui se puisse !

Le mariage de M. Parnell et de Mme O'Shea prend en Angleterre les proportions d'un événement. Les journaux de Londres nous donnent à ce sujet les plus abondants détails.

Ainsi le *Daily Telegraph* nous raconte que samedi matin, à 6 1/2 heures, M. Parnell sortait avec sa fiancée de la maison de celle-ci, à Walsingham Terrace, un des faubourgs de Brighton, à proximité immédiate de la mer. La voiture de l'ex-leader irlandais, avec un valet de pied en livrée, attendait à la porte depuis quelques minutes. C'est M. Parnell qui a pris les rênes. On n'apprendra pas sans plaisir que Mme O'Shea était mise avec un goût irréprochable. Elle portait une robe de soie noire brodée, un superbe manteau de dentelles et un chapeau noir orné de roses rouges.

Il était neuf heures à peu près quand le célèbre couple est arrivé devant le bureau de l'état-civil de Steyning, dans le centre de la ville. Tout était préparé pour la cérémonie. L'officier de l'état-civil de Steyning, son collègue de West-Brighton et deux femmes, appartenant des femmes de chambre de Walsingham Terrace, ont signé l'acte aux termes duquel Charles-Stewart Parnell, célibataire, membre du Parlement, âgé de 44 ans, et Catherine O'Shea, née Wood, femme divorcée de William-Henry O'Shea, sont unis par le mariage. La cérémonie n'a pas duré longtemps. Les témoins sortirent d'abord et se dirigèrent vers la station du chemin de fer. Puis les deux époux remontèrent en voiture pour rentrer à Brighton. Au retour, c'est Mme Parnell qui a pris les rênes.

On ne peut reprocher au roi sans couronne d'être rogue et désobligeant vis-à-vis de la presse : Le lendemain matin, il recevait un reporter à Brighton. « Ma femme et moi, a dit M. Parnell, nous sommes parfaitement heureux. En ce qui me concerne, je suis plus heureux que je ne l'ai été à aucun autre moment de ma vie. »

Puis M. Parnell a déclaré qu'il n'a pu trouver à la campagne un seul ecclésiastique qui voudrait bénir son union. Pour ne pas la retarder, il a dû se contenter provisoirement du mariage civil. Dès qu'il en aura le temps, il se rendra à Londres pour la cérémonie religieuse.

Le roi sans couronne n'a pas encore pu mesurer les conséquences politiques de sa nouvelle situation matrimoniale. Il croit avoir

toute l'opinion irlandaise derrière lui, en Amérique comme dans la verte Erin. Il semble assez détaché des affaires, approuve le bill de M. Balfour sur le rachat des terres et voudrait surtout se consacrer aux questions industrielles. Il ira, s'il en a le temps cet automne, au congrès de Baltimore...

Du reste, depuis la cérémonie de Steyning, c'est Mme Parnell qui conduit.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 30 juin.

A la Chambre. — Les chiffonniers. — Une statue à Danton. — Les grèves. — Le drame de la rue Jacob. — Encore Lemice-Terrieux.

Encore un petit échec pour la commission des douanes dans la séance d'hier : la pâte de bois, si employée de nos jours pour la fabrication du papier, ne paiera que des droits sensiblement inférieurs à ceux proposés par M. Méline. Ce débat, un peu spécial, a été rendu intéressant par deux circonstances différentes.

D'abord le rapporteur de la commission est venu reconnaître à la tribune que ses propres chiffres étaient évidemment exagérés. Cet aveu devait suffire pour justifier un abaissement, mais — et c'est là le second fait à noter — M. Laguerre est venu s'opposer très énergiquement à la réduction au nom des intérêts des chiffonniers.

L'industrie du chiffon, qui fait vivre 330,000 personnes et 50,000 pour la seule ville de Paris, tomberait, paraît-il, dans le marasme si la papeterie recevait toutes facilités pour substituer la pâte de bois à sa matière première habituelle. Ces chiffres sont déjà curieux, mais M. Laguerre, très renseigné sur la question, en a cité bien d'autres, et pas mal de députés n'en croyaient pas leurs oreilles en entendant dire, par exemple, qu'il se jette journellement à Paris pour 50,000 francs de chiffons dans la rue.

Cependant, quelque intéressants que soient les intérêts des manieurs de crochet, l'opinion contraire a prévalu. Le ministre du commerce s'est refusé à rétablir sous une forme détournée l'impôt sur le papier, qui a soulevé jadis de si nombreuses protestations. Une fois de plus, on a pu constater l'influence considérable que M. Jules Roche exerce sur la Chambre dans le débat économique.

L'interpellation de M. Wallon sur l'érection de la statue de Danton, que le Sénat devait discuter hier, a été ajournée à jeudi à la demande du ministre de l'intérieur. L'auteur de la question déclarait hier à un rédacteur du *Gaulois* qu'il ne se fait aucune illusion sur l'issue du débat. Seulement il a tenu à protester contre l'hommage rendu à l'homme qui a laissé faire les massacres de septembre, s'il ne les a ordonnés, et cette protestation sera appuyée par des documents suffisants pour fixer l'opinion sur un point qui, à vrai dire, a été jusqu'ici fort controversé.

Les grèves sont en décroissance. Celle des tramways-sud peut être considérée comme ayant définitivement échoué. Hier et ce matin la presque totalité des employés se sont présentés pour reprendre le service, si bien que la Compagnie a pu s'occuper à remplacer le petit nombre des manquants.

Quant aux boulangers, ils ont encore tenu hier un meeting au Tivoli-Vauxhall, dans lequel la continuation de la grève a été acclamée. Mais les adhérents étaient en nombre

tenu en France par la saison des chasses.

Bérail était à son poste derrière madame Chandonlin. Son chapeau haut de forme, ses favoris où la neige commençait à paraître et son ventre déjà lourd lui donnaient la mine d'un magistrat, tandis que le président Montoussé avec son chapeau de paille cerclé d'un ruban bleu, son gilet blanc, sa jaquette flottant autour d'un torse maigre, pouvait passer pour le type de l'agent de change favori des dames. Il s'était fait présenter à la comtesse de Sénac par Magdelaine, et, tout en débitant les banalités de circonstance, il tournait sur la nouvelle venue un regard discrettement curieux, où l'on pouvait deviner qu'il connaissait déjà son histoire, ce qui la contrariait péniblement.

Un petit homme assez laid, portant les cheveux taillés en brosse et la barbe en collier, à l'américaine, circulait partout, son carnet à la main, frappant sur l'épaule des commissaires et des yachtsmen, gourmandant les agents de police, questionnant les femmes à propos de leurs toilettes et prenant des notes sous leur dictée.

Tout en écrivait, il madrigalisait à sa manière : — Exquise ! adorable ! Vous me ruinez ! Voilà une taille et un costume qui vont allonger encore mon télégramme. J'en aurai pour vingt-cinq louis. Au moins, êtes-vous abonnée ?

Il passa devant la duchesse : — Nous dépassons dix-sept mille, rien qu'à Meillerie, fit-il d'un air très sérieux. Et vous, madame Chandonlin, qu'est-ce que vous nous donnez pour la recette du bateau ? Vous ne savez pas encore ? C'est ennuyeux. Comment voulez-vous que je fasse mon article ?

Après avoir dit cela, qu'il ne connaissait pas, il demanda son nom à madame de Lautaret, sans se donner trop de peine pour n'être pas entendu ; puis il prit des notes sur son carnet, en dévisageant la comtesse avec un flegme imperturbable.

— Tout à fait réussie, murmura-t-il en ébauchant un sourire accompagné d'un léger salut.

réduit et visiblement découragés en présence du peu d'empressement que les membres de la corporation avaient mis à se rendre à la réunion. Quelques orateurs se sont plaints d'avoir été « enfarinés » par les autres corps de métier, qui les ont poussés à la grève. Les prévisions sont donc que le travail ne tardera pas à être repris.

Pour faire suite au récit du drame de la rue Jacob, je note la mort de la maîtresse du baron de Plinval, qui a succombé à l'hôpital aux lésions provoquées par sa chute. Le jeune homme, au contraire, va mieux et a pu être interrogé par le juge d'instruction. Il affirme ne pas regretter ce qu'il a fait, se disant forcé de se défendre contre les ennemis qui le menaçaient.

Il se confirme que cet accès de folie est une conséquence de l'alcoolisme. M. de Plinval avait eu déjà des accès d'hallucination. Son père fait en ce moment des démarches pour le faire admettre dans un asile d'aliénés.

On signale un nouveau tour du célèbre Lemice-Terrieux. Ce farceur anonyme a invité près de deux cents personnes à une grande soirée chez un professeur de l'Université catholique, pour lequel il a fait en même temps des commandes chez un nombre incalculable de pâtisseries.

Cette fois la plaisanterie passe les bornes. Aussi le mystifié a-t-il déposé une plainte au Parquet. Espérons que cette plainte fera découvrir le personnage qui abuse depuis si longtemps de la patience du public.

Lettre de Bruxelles.

(De notre correspondant particulier.)

Bruxelles, 28 juin.

Le Parlement. — Affaires d'Afrique. — Visites précieuses. — Un écho des fêtes de Lausanne.

Les vacances vont bientôt commencer. C'est dire que l'activité politique diminue. La question de la revision elle-même, qui a tant passionné les esprits depuis six mois, est un peu mise de côté. Je me borne à constater que le rapport de la section centrale, qui devait être déposé le 1^{er} juin, ne sera transmis à la Chambre que dans les premiers jours de juillet. Il est à peu près certain d'autre part que la Chambre n'abordera la discussion de ce rapport ni dans la session actuelle, ni dans une session extraordinaire d'été, mais seulement dans la session ordinaire commençant au mois de novembre. La dissolution pour l'élection du Parlement constituant n'aura lieu que l'an prochain en hiver. Le Parlement terminera ses séances dans les premiers jours d'août. La Chambre examine en ce moment un projet ministériel sur l'assistance publique, défavorable aux villes. En effet, les villes, d'après la loi en vigueur, reçoivent dans leurs hôpitaux les malades indigents provenant d'autres communes, mais ont le droit de réclamer à celles-ci les frais d'entretien de leurs citoyens. Le projet du ministre de la justice supprime ce droit. Et comme l'émigration des indigents des campagnes vers les villes est considérable, il en résulterait que les communes rurales n'auraient plus à payer les frais d'hôpitaux de leurs citoyens résidant temporairement dans les villes. Celles-ci, par contre, auraient un lourd surcroît de dépenses. A droite comme à gauche, le projet est très combattu, et il sera sans doute rejeté. On prévoit aussi le rejet d'un autre projet gouvernemental sur l'organisation du service hospitalier.

Le Parlement, avant de terminer ses tra-

Et comme Montoussé se rangeait pour lui livrer passage :

— Veinard de président ! grommela-t-il de son même ton froid. Vous n'avez rien à faire qu'à papillonner autour des jolies femmes ! Moi, je tombe de fatigue. En voilà une chaleur !

Il s'éloigna ruisselant. Thérèse, tout interloquée, demanda :

— Qui est donc ce monsieur si affairé et si peu cérémonieux ?

— Vous ne le connaissez pas ? C'est Luzignargues, le journaliste.

— Grand Dieu ! Est-ce qu'il va mettre mon nom dans son journal ?

Déjà elle se figurait la colère de son mari. Mais elle l'aperçut au même instant, comme il serrait la main de Luzignargues, avec un peu d'ennui, mais sans amertume.

Evidemment, il était résigné d'avance à toutes les épreuves pénibles ou bizarres de la journée.

Les régates furent courues au milieu des hurrahs des spectateurs populaires ; le public élégant somméillait quelque peu dans les tribunes. Après le dernier coup de canon d'arrivée, la duchesse donna le signal de la retraite et fut suivie de son cortège. Mais tout à coup on vit surgir Luzignargues, s'essuyant plus que jamais le cou, les cheveux et la figure.

— Mesdames, dit-il gravement, je viens d'expédier mon télégramme à Paris ; ma tâche est finie ; le journaliste va vous quitter...

Il s'arrêta et prit un temps, comme un acteur à la mode, sûr de son effet. Des protestations féminines s'élevèrent.

— ... Mais l'homme du monde vous reste, acheva-t-il avec un beau geste de la main droite.

Alors, tandis que des applaudissements éclataient, il prit possession de son nouveau rôle en offrant son bras à Thérèse, qui l'accepta machinalement.

— Oh ! dinez-vous, comtesse ?

Dans le trouble croissant d'une stupéfaction inexplicable, elle balbutia :

vaux, aura à discuter et à voter le budget extraordinaire de 1891, qui s'élève à une somme considérable : près de 60 millions. Tous les départements ministériels ont leur part, mais c'est le ministère de la guerre qui reçoit le plus gros morceau : un million et demi pour améliorer les fortifications d'Anvers, trois millions et demi pour la transformation de l'artillerie de place, et quatorze millions pour les forts de la Meuse, M. Beernaert, en 1887, avait assuré que les forts de la Meuse ne coûteraient que trente-cinq millions environ, qui avaient été votés. Il y a, on le voit, un mécompte de 40 %. Pourvu que ce soit le seul !

L'affaire du vol des documents diplomatiques, à laquelle ont été mêlés les noms du ministre de Chimay, du baron Greindl, envoyé de Belgique à Berlin, du duc d'Ursel, sénateur, de l'ancien fonctionnaire Nieter et du célèbre Mondion, connu désavantageusement par le procès Boulanger-Rochefort de 1889, va donner lieu à un échange d'observations parlementaires. Le rapport judiciaire, défavorable à Nieter, mais concluant, faute de certitude, à l'impossibilité de poursuites, est distribué aux membres de la Chambre.

Les lecteurs de la *Gazette* connaissent le dénouement de l'affaire Becker-Valcke. Le second aurait accusé le premier de vol et d'assassinat, perpétrés au Congo. L'innocence complète de M. Becker a été reconnue et son accusateur va être poursuivi du chef de calomnies. Cette affaire terminée, une autre surgit. Le *Matin* de Paris a publié une lettre de M. Becker, reconnue authentique par celui-ci, et dans laquelle l'officier-explorateur belge décrit le pillage d'un village congolais, exécuté par les troupes noires de l'Etat du Congo, en présence du gouverneur Janssens. Celui-ci a, sinon démenti la chose, du moins largement atténué la gravité des faits. Néanmoins la publication du *Matin* a fait, je dois le constater, un fâcheux effet. Peut-être a-t-elle contribué au rejet de l'acte de la conférence de Bruxelles par les Chambres françaises. Cette décision est très critiquée ici, dans les milieux diplomatiques et africanistes. On reproche aux parlementaires français d'avoir, par sentimentalité, détruit toute l'œuvre, péniblement élaborée, de la conférence de Bruxelles. Je sais que le roi, qui avait fait des concessions sérieuses au gouvernement français pour emporter le vote de la Chambre, est très affecté. Il ne manquait plus, en effet, que la signature de la France pour mettre l'acte en vigueur puisque la Turquie et les Pays-Bas, non sans résistance, avaient adhéré aux décisions de la conférence. Le budget du Congo pour 1891 a été publié récemment pour la première fois. Les recettes et les dépenses s'élèvent à 4 millions et demi dont 2 millions prêtés par le trésor belge et 1 million versé par le roi Léopold, qui, en 1890, a donné à son Etat d'Afrique 1,900,000 francs. Le commerce d'exportation en 1890 a été de 14 millions, dont un peu plus de 2 millions par la Belgique. Le mouvement des ports maritimes s'est élevé aux chiffres de 2000 navires et 560,000 tonnes.

Le grand-duc Adolphe de Luxembourg a passé deux jours à Bruxelles. Il a été reçu avec grand cérémonial par le roi. Il est inutile d'ajouter que cette visite, très cordiale mais de pure politesse, n'a aucune importance politique. On annonce pour la fin de l'année l'arrivée à Bruxelles du prince héritier d'Italie. La presse ultra-catholique fait déjà grosse mine au petit-fils de l'usurpateur.

— Mais, sur le bateau, je crois... Madame Chandonlin a organisé...

— Charmant ! dit Luzignargues. Je lâche le banquet officiel. Nous sommes à la campagne ; je m'invite sans façon.

Il se dirigea vers la jetée, entraînant la comtesse dont le découragement n'avait plus de bornes. Comme elle cherchait des yeux son mari, elle l'aperçut au bras de madame Chandonlin, avec Bérail et Montoussé en serre-files. Ce fut le dernier coup. Elle baissa la tête sous la main de la destinée, et se laissa conduire, songeant au temps où les Sénac se faisaient des ennemis par un choix de relations trop difficile.

Sur le bateau, on retrouvait les Thilorier qui, dédaignant les banquettes de la tribune, étaient restés à bord où ils avaient eu deux plaisirs au lieu d'un. Car, tout en suivant d'un œil distrait le vol des périssoires et le virage des canots aux grandes voiles blanches, ils avaient assisté à une passe brillante de l'éternel tournoi entre Désormes le critique et Laverjane le romancier. Le fond de la dispute était toujours le même ; les arguments seuls variaient.

— Vous êtes incapable de créer, disait l'un. Vous êtes des fakirs, résumant tout l'univers créé dans la contemplation de votre nombril auguste. Vous n'avez jamais pu réussir une pièce de théâtre, pas même une simple nouvelle.

— Vous manquez d'érudition, répondait l'autre, et, depuis que vous avez remplacé l'imagination par le document et l'analyse, vous ne créez pas plus que nous.

— Qu'est-ce qu'un critique, sinon le gardien du sérail des beautés littéraires ? Et de quel droit vous présentez-vous au public, dont vous encombrez l'attention, comme un pacha brillant, magnifique et rassasié de victoires ? Si l'on vous prenait au mot !...

(A suivre.)

FEUILLETON DE LA GAZETTE

PLUS FORT QUE LA HAINE

par LÉON DE TINSEAU

Et Thérèse comprit ce que cette parole voulait dire.

Désirant, malgré tout, être bonne à quelque chose, elle se donna courageusement le rôle de comparse et se livra sans défense à Désormes, dont l'auditoire ordinaire était un peu distrait. Le grand homme, qui avait achevé de lire son feuilleton, roulant sur lui, Désormes, à propos de Victor Hugo, entreprit de le commenter à sa voisine. Mais la malheureuse commit une faute qui la déclassa terriblement : elle laissa voir qu'elle ne lisait jamais le *Globe*. Tout à coup Lise Thilorier, qui n'aimait que les conversations générales, fit sa rentrée par cette phrase inattendue : — Victor Hugo ! jamais je ne lui pardonnerai d'avoir manqué son rôle. Avec un peu plus de tenue politique et sociale, cet homme-là aurait eu un salon comme Paris n'en connaît jamais.

Thérèse regarda celle qui venait de parler pour voir si elle était sérieuse. Quant à Désormes, il ôta son pince-nez, regarda en l'air, un peu de côté, à la façon d'une pie qui médite sur son perchoir, et répondit modestement.

— Je n'ai pas vu cela dans mon étude ; mais je garde l'idée : Le salon qu'aurait pu avoir Victor Hugo. C'est un sujet, cela !

Madame de Sénac ouvrait de grands yeux ; le critique s'y trompa, voyant de l'admiration dans ce qui n'était que l'ahurissement poussé à son comble. Cette personne attentive, qui l'écoutait sans interrompre, poussant des « oh ! » et des « ah ! » pleins de déférence, commençait à lui plaire par son tact discret, à ce point qu'il lui décerna un brevet d'esprit par une phrase incidente. Elle aurait pu le gagner autrement,

mais le moyen qu'elle avait pris, sans s'en douter, ne manquait jamais et vaut qu'on le recommande.

Pendant ce temps-là, Sénac faisait fiévreusement des dames. Les jolies conseils d'Herna de Boisboucher lui revenaient à la mémoire. Certes, il fut mort plutôt que d'implorer directement les bons offices de la séduisante amie de son président. Mais si la belle prenait fantaisie de servir sa cause, était-elle déshonoré pour si peu ? Même au milieu de toute la gaieté capiteuse de ses voisines, son procès le rendait parfois un peu sombre. Dans un moment où nul ne pouvait l'entendre :

— Voyons, lui dit Magdelaine à voix basse, ne soyez pas lugubre. L'autre soir, après votre visite, j'ai consulté les astres. Ils vous annoncent la victoire sur tous vos ennemis.

— Merci ! bel astrologue, répondit Sénac. Mais ce délicieux chapeau ne ressemble guère à celui de Nostadamus.

Et, moitié fâché, moitié content, il pensa : — Cette folle d'Herna lui a déjà conté toute son histoire.

Aa déjeuner, qui fut servi bientôt, le camp de l'intelligence et le camp de la beauté se mêlèrent pacifiquement. Albert fut félicité de l'esprit de sa femme ; celle-ci regut des louanges sur la galanterie charmante de son mari, ce qui leur causa visiblement un plaisir inégal. Mais Thérèse avait promis de n'être plus jalouse. Elle n'avait pas promis d'avoir faim et mangea du bout des dents.

A peine arrivé à Meillerie, le bateau fut enlevé à l'aberdage par une troupe élégante et joyeuse conduite par la duchesse en personne. Chacun reconnut ses amis ; les groupes se formèrent et l'on débarqua bras dessus bras dessous pour aller voir les régates. Mme de Lautaret, qui présidait l'estrade d'honneur, mit Thérèse à sa droite et Magdelaine à sa gauche. Valentine avait retrouvé Cadempino, venu de son côté pour ne pas donner trop beau jeu aux bonnes langues du groupe Thilorier. Un écho fâcheux pouvait arriver aux oreilles d'un mari peu comode re-

La *Revue universitaire belge*, organe des étudiants des universités de Bruxelles, Gand et Liège, consacre un article aux fêtes universitaires de Lausanne. Elle en donne le programme, fait l'historique des transformations de la *Schola*, devenue université, constate que les discours prononcés les 18, 19 et 20 mai ont insisté surtout sur la nécessité du développement scientifique, de la paix entre les nations, de l'étude des questions sociales, reproduit les paroles du président des étudiants lausannois et conclut en faisant des vœux pour la prospérité et la grandeur de votre Université.

NOUVELLES POLITIQUES

Les voyages de Guillaume II.

Berlin, 30 juin.
L'empereur et l'impératrice ont reçu à Hambourg un accueil enthousiaste. Toute la journée d'hier s'est passée en excursions sur l'Elbe.
Au cours d'une conversation avec M. Woldemar-Nissen, président de la société de navigation hambourgeoise, l'empereur a annoncé que le traité de la triple alliance avait été prolongé pour six années et que la paix de l'Europe lui semblait donc assurée pour ce laps de temps. « C'est un heureux événement », a ajouté Guillaume II, « et vous m'en voyez tout joyeux ».

Berlin, 30 juin.
La visite de l'empereur à Hëlîgoland n'a été marquée par aucun incident bien remarquable. A peine arrivé, Guillaume II a passé en revue la garnison, puis il a fait une promenade dans l'île et a examiné sur place la situation des futures fortifications. Il a offert un dîner aux autorités à bord du *Fürst-Bismarck*, où il a passé la nuit.

Les comptes-rendus officiels de la visite racontent que l'on a présenté à Guillaume II celui qui sera la première recrue fournie par Hëlîgoland, un enfant de dix mois; il était sur les bras de sa mère, et, pour la circonstance, on l'avait habillé d'un costume de hussard rouge; il a tendu un bouquet à l'empereur qui l'a pris en exprimant sa satisfaction de l'air de bonne santé de l'enfant.

Ce matin, à neuf heures et demie, le *Fürst-Bismarck* a quitté le mouillage d'Hëlîgoland et s'est dirigé vers Wilhelmshafen. Les souverains y assisteront au lancement d'un nouveau cuirassé, qui sera baptisé par l'impératrice; puis ils s'embarqueront sur le *Hohenzollern*, qui les conduira en Hollande.

Wilhelmshafen, 30 juin.
L'empereur et l'impératrice sont entrés dans la rade à 2 1/2 h., à bord du *Prince-Bismarck*, salués par des salves d'artillerie. Ils sont ensuite montés sur le yacht stationnaire *Farewell*, qui les a conduits au Vorhafen, où ils ont été reçus par l'amiral Goltz, chef de station, et le vice-amiral Schröder. Le reste de la traversée s'est fait en canot jusqu'au chantier de marine de Stapellauf.

La disgrâce de M. de Bismarck.

Londres, 30 juin.
Le *Times* publie ce matin une correspondance de Paris qui aura un grand retentissement dans les milieux politiques européens. M. de Bismarck reproduit le récit que lui a fait le 3 mars 1891, M. le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, d'une entrevue qu'il avait eue à Berlin avec le prince de Bismarck au moment de sa disgrâce.

Le mercredi 19 mars de l'année passée, dit M. de Münster, j'arrivais à Berlin et ma première visite fut pour le prince Bismarck.

J'ignorais absolument ce qui s'était passé la veille. Le prince, après l'échange des premiers mots, m'apprit qu'il avait donné sa démission et il me raconta cela d'une voix calme, le sourire aux lèvres et se félicitait de pouvoir reprendre la vie des champs qu'il aimait beaucoup, de revoir ses forêts et ses grandes plaines, pour lesquelles il avait une prédilection marquée, et qui reprenait, pendant les quelques années qu'il lui restait à vivre, se retrouver lui-même pour repasser son existence tout entière, sans être harcelé par des préoccupations et des agitations incessantes.

C'est vainement que M. de Münster essaya de faire revenir le prince sur sa décision :

« Je trouvais en lui, dit-il, une philosophie merveilleuse; l'accent d'un homme qui se dépouille facilement et avec une énergie mâle de ses honneurs et de son pouvoir, et qui reprend, avec la satisfaction d'avoir bien rempli sa vie et bien accompli son devoir, la route qui conduit à un repos glorieusement acquis ».

Je me demandais comment cet homme pourra être remplacé et je ne comprenais pas comment, devant l'attitude qu'il avait du garder jusqu'au dernier moment, le jeune empereur avait pris sur lui de se séparer d'un homme qui, par sa domination sur lui-même, dont il faisait preuve dans ce moment si absolument critique, montrait quels services éminents il aurait pu rendre encore à son maître.

Où, je l'avoue, plus l'attitude du prince excitait mon admiration, moins je m'expliquais comment l'empereur avait pu se décider à le renverser, et moins je voyais par qui un tel homme pouvait être remplacé.

Mais, tout à coup, certains souvenirs revinrent à M. de Münster et rendirent pour lui les choses plus explicables. En se séparant de M. de Bismarck, le jeune empereur ne manquait pas autant qu'on aurait pu se l'imaginer à la mémoire de son grand-père. Quelque temps avant sa mort, le vieil empereur, assistant à un thé, avait dit à une dame, assise haut pour être entendue des autres personnes :

— Oui, oui, je vous assure, vous ne voyez pas les choses d'aussi près que moi, mais Bismarck est devenu très entier, et il me faut toute la force de volonté que j'ai pour le supporter; mais quand je serai poussé à bout, et que cela ne pourra pas aller plus loin, le choix de son successeur ne m'embarrassera pas, parce qu'il est fait dans ma pensée... Ce sera le général de Caprivi.

Comme cette dame avait l'air étonné à ce nom, l'empereur Guillaume continua :

— Oui, oui, c'est un homme qui ne vous est pas très connu; mais moi je l'ai eu sous mes ordres, j'ai bien souvent causé avec lui, et je vous assure que c'est le meilleur choix qu'on puisse faire que d'appeler cet homme au pouvoir; si jamais on est obligé de se séparer de Bismarck.

M. de Münster dit qu'en connaissant bien l'empereur Guillaume I^{er} il pensa que celui-ci avait du tenir le même langage à son petit-fils et que le successeur du prince Bismarck serait M. de Caprivi. Il se souvint, au même instant, d'un autre incident.

Longtemps avant la mort de l'empereur Guillaume I^{er}, le vieux souverain avait assisté à un punch offert par son petit-fils, l'empereur actuel, à des officiers de toutes armes. Le prince Bismarck venait quelque temps auparavant de nommer son fils, le comte Herbert, sous-secrétaire d'Etat, ministre des affaires étrangères. L'empereur Guillaume I^{er}, à haute voix, dit :

« Il faut convenir que ce jeune comte Herbert a fait un chemin prodigieusement rapide sous le gouvernement de son père. C'est le plus grand acte de réputation que la politique ait jamais enregistré. »

Je me permis alors de dire à l'empereur :

— Mais comment Votre Majesté ne lui a-t-elle pas fait l'observation, car je vois que cet acte de faveur d'une si haute gravité pour les affaires n'a pas échappé à son observation ?

— Mon Dieu, dit l'empereur, je ne puis pas, en ce moment, me séparer encore du prince, il est nécessaire à son pays, et il m'est nécessaire, encore, à moi. Je lui en aurais volontiers fait l'observation; mais j'ai réfléchi, et je me suis dit que, puisqu'il ne sent pas ce qu'il y a de choquant dans ces promotions extraordinaires, il ne pourrait pas accepter mes observations avec calme, et que, si je les lui faisais, elles pourraient avoir des conséquences plus graves que celles que je voulais leur donner.

Ces souvenirs firent faire au comte Münster diverses réflexions intéressantes que reproduit le correspondant du *Times*.

— Je me levais alors, continua M. de Münster, et je dis au prince que j'allais me rendre à la Chambre. Le prince me dit : « Attendez un instant, je vais aller mettre mon uniforme et je vous accompagne. » Il sortit. Quelques minutes après, j'entendis dans la pièce voisine que le prince et la princesse sa femme parlaient d'une façon très animée et à très haute voix. Cela dura bien un quart-d'heure. Après ce quart-d'heure, le prince entra dans la chambre; il n'avait pas changé de vêtements; il tenait à la main une grande lettre ouverte. Sa physionomie, devenue blême, avait une expression très irritée. Il vint à moi et me dit : « Je ne puis pas vous accompagner; je viens de recevoir à l'instant même de ce jeune homme une lettre dans laquelle il m'annonce qu'il me confère le titre de duc de Lauenbourg. Cela indique bien clairement que ma démission est définitive et que ma disgrâce est complète. Je ne puis pas accepter ce congé ironique. Il verra bientôt qu'on ne renvoie pas un Bismarck de cette façon. » Il se mit alors à arpenter la chambre dans une grande colère, proférant des menaces, accusant tout le monde, exprimant des injures, s'irritant contre ses adversaires, contre les intrigants qui l'avaient desservi. Je vis, en un mot, un homme exaspéré contre sa chute, que la conversation avec la princesse avait évidemment surexcité, car de tout temps elle et son fils l'avaient poussé aux résolutions violentes, et ce sont eux qui l'avaient encouragé dans toutes les actions précipitées ou extrêmes qu'on lui avait reprochées depuis lors.

M. de Münster comprit alors que la philosophie de M. de Bismarck provenait de ce qu'il ne croyait pas son départ définitif, et il conclut :

— Alors j'avoue que je fus saisi de surprise et de tristesse; je pris congé d'un homme qui, dans l'espace d'une visite, avait si étrangement changé à mes yeux.

L'enquête sur Massonah.

Rome, 30 juin.
La commission d'enquête a été reçue à son arrivée par M. Villari, ministre de l'instruction publique. Deux de ses membres, MM. Borgnini et Bianchi sont absents; le premier est à Naples, le second à Aden.

Elle fera immédiatement sa réponse sur l'affaire Livraghi-Cagnassi et renverra au mois d'octobre son travail sur la colonie.

Les premières impressions de la commission d'enquête africaine sont que les massacres ont en partie vrais. Les recherches semblent toutefois n'avoir pas confirmé les suppressions de bandes en masse, affirmées par Livraghi.

Les commissaires sont tous d'avis que la haute plaine peut prendre un grand développement agricole et commercial. Quant à la délimitation des frontières, la commission juge que les négociations avec Ménelik sont inopportunes, parce qu'il n'a aucune autorité dans les régions qui avoisinent les possessions italiennes. Elle est, en cela, complètement opposée à l'opinion du comte Antonelli.

Les commissaires excusent leur conduite à propos de l'entrevue avec Ras Alula et se plaignent amèrement du général Gandolfi, gouverneur de l'Erythrée.

Le mouvement ouvrier.

Paris, 30 juin.
Les bureaux de la Chambre viennent de nommer la commission chargée d'examiner la proposition Guillemet tendant à admettre au partage des bénéfices les ouvriers employés dans les concessions et entreprises de l'Etat, des départements et des communes.

Les membres élus sont : MM. Guillemet, Guisseyre, Batiot, Bérard, Barodet, Audiffred et Lebon, de la gauche, et Laroche-Joubert, Loreau, Fouquet et Neyrand, de la droite.

La majorité de la commission est favorable au principe de la proposition.

Berlin, 30 juin.
Les cochers et conducteurs de la Compagnie générale des omnibus sont entrés dans le mouvement tendant au relèvement des salaires. Tout en acceptant provisoirement le maintien de la journée de 18 heures, ils demandent d'avoir une journée libre sur cinq et un salaire de 105 marcs par mois pour les cochers, de 90 pour les conducteurs. Si leur demande est repoussée par la direction, ils convoqueront une seconde réunion pour se prononcer sur la grève.

INFORMATIONS DIVERSES

— Lundi soir, une nouvelle et très forte secousse de tremblement de terre a été ressentie à Tregnago et Cogolo (province de Vérone). Les murs et pièces de bois soutenant les maisons ébranlées sont tombés. La population s'est enfuie dans la campagne; et il n'y a eu aucune victime.

— Le *Figaro* commence aujourd'hui la publication d'un grand roman de M. Edouard Rod : *La Sacrifiée*. Dans son numéro d'hier il consacre un très intéressant article à notre collaborateur.

— Le général Annenkoff et notre compatriote le voyageur Moser, de Schaffhouse, organisent au panorama des Champs-Élysées une exposition asiatique que M. Carnot doit inaugurer au commencement de juillet.

— On dit que le résultat général du recensement de la France montre une diminution de la population pour l'ensemble du territoire. Mais les chiffres définitifs ne sont donnés nulle part.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Assises fédérales de Zurich.

Audience du 30 juin 1891.

L'audition des témoins continue.
M. Burri, docteur en droit, secrétaire du département de l'intérieur :

Le 11 septembre, à midi 30 minutes, le témoin allait quitter son bureau, lorsqu'il trouva sous le porche du *palazzo* MM. von Menteln, juge cantonal, et Rossi, conseiller d'Etat, occupés à faire fermer les grilles. Ayant demandé pourquoi cette fermeture, Rossi répondit au témoin : « Continue seulement ton chemin. »

Je rentrais vers 1 heure après avoir déjeuné, quand le tocsin commença à sonner. Sur la place, un sergent

de police Gonza me dit : « Il paraît que les radicaux veulent faire une manifestation. » J'allai à mon bureau, puis, préoccupé, je redescendis sous le porche. J'y trouvai MM. Gianella et Rossi parlementant avec Germaino Bruni et les émeutiers. Suit le récit de la démolition de la grille, et des coups de feu tirés sur Rossi. On transporta le corps de Rossi au premier étage où son collègue M. Casella, médecin, constata la blessure mortelle. Le témoin fut alors arrêté par les émeutiers et escorté par quatre émeutiers à Campo Nuovo où il trouva quatre gendarmes incarcérés comme lui. Le témoin ne fut mis en liberté que trois jours après, le dimanche soir.

Le témoin n'a pas vu que le conseiller d'Etat Rossi portait sur lui un revolver; on n'en a pas trouvé lorsqu'on l'a déshabillé.

Le contre-interrogatoire de M. Buetti porte d'abord sur l'opinion du témoin concernant la participation de la Banque cantonale à la révolution. Il répond qu'aujourd'hui plus que jamais il a la persuasion que la Banque n'est pas restée étrangère au complot. Compromise dans l'affaire Scazziga, elle avait tout intérêt à la chute du gouvernement, et en particulier de M. Respini avec lequel elle était en désaccord. Il s'agissait de faire disparaître des papiers importants pour le procès en vue. Quelques-uns ont disparu effectivement du bureau de M. Respini; les plus importants avaient été placés en lieu sûr dans la caisse. Cependant, cette appréciation repose sur une conviction morale à l'appui de laquelle M. Buetti ne peut donner de preuves précises.

Il est interrogé ensuite par M. Forrer au sujet de la manière dont il fut procédé à la vérification des signatures de la pétition pour la révision constitutionnelle. Ce travail a été long pour des causes diverses.

Le paquet de formulaires signés a été remis le 9 août à M. Rossi, chef du département de l'intérieur, tandis qu'il eût dû être remis au président du Conseil d'Etat. Les formulaires ont été enregistrés dans le contrôle de la chancellerie; ce travail a pris dix jours. Puis, pour vérifier les signatures, il a fallu demander aux communes les registres électoraux. On trouva 200 signatures sur 9982 qui ne figuraient pas sur les registres; les communes furent consultées sur l'authenticité de ces signatures. Une troisième circulaire aux communes porta sur le domicile d'un certain nombre de signataires. Beaucoup de signatures étaient écrites de la même main. En somme et après que le travail eut été vérifié par M. Respini, on trouva 7009 signatures valables. (Il en fallait 7000.)

1117 signatures furent écartées parce qu'il y manquait le nom du père, 217 écrites de la même main, 49 non certifiées, 225 incomplètes, par exemple L. Stoppani au lieu de Leone Stoppani, 30 dont les porteurs ne sont pas citoyens actifs, 758 parce qu'elles n'avaient pas été données dans le canton. Le travail de vérification était terminé dans les premiers jours de septembre.

M. Kurz, avocat, produit ici une lettre d'un M. Franchina à M. Soldati, du 30 juillet 1890, trouvée dans une rue de Locarno, d'après laquelle M. Respini aurait dit qu'on voulait gagner du temps pour renvoyer la votation à une époque plus favorable pour les conservateurs.

Le témoin dit ne pas connaître cette lettre.

M. von Menteln, juge cantonal :
Le témoin est arrivé à midi de Lugano. A rencontré près du café Gazaniga une bande d'émeutiers armés de fusils et de revolvers. A été arrêté, transporté à l'hôtel-de-ville et garrotté en même temps que M. Motta, préfet et Reschigna, secrétaire. Castioni l'a menacé du revolver. Emmené comme otage à la tête de la colonne des émeutiers; le témoin a assisté à l'envahissement du *Palazzo*; il en fait un récit qui concorde en tous points avec les précédents; il a vu en particulier Castioni tirer sur Rossi et a vu le feu sortir de la bouche du canon du pistolet.

Au moment où Castioni fit feu, le témoin a pu voir en même temps l'assassin et la victime en face l'un de l'autre dans un petit couloir. Rossi s'avancant, non point armé d'un revolver comme on l'a prétendu, mais la main levée avec le geste de quelqu'un qui veut obtenir le silence.

Dans le contre-interrogatoire, M. Forrer parle d'une ancienne affaire, sans connexion avec le procès actuel : il s'agit d'un homicide commis par le conservateur Sati contre un radical Tantarini, à Argono, un jour d'élections en 1877. Sati fut acquitté en première instance et en appel condamné à trois jours d'arrêts, le tribunal ayant admis qu'il avait exercé les droits de la légitime défense. A ce sujet, le *Ducere* publia une dépêche qui parlait de « la justice sur un trépid avec un revolver et un poignard au lieu de la balance et de l'épée. » L'auteur de la dépêche, M. Carlo Buzzi, neveu de la victime, fut condamné à trois mois de prison et aux frais, sur plainte portée par trois juges cantonaux, MM. Lafranchi, Antognini et von Menteln. Les trois juges intentèrent aussi une action civile et réclamèrent 1000 fr. de dommages-intérêts chacun au rédacteur du *Ducere*, M. Simon, et au gérant, M. Mariotti. Ils obtinrent gain de cause pour la somme entière en première instance. Le procès est encore pendant en appel.

M. MARIOTTI :

Le témoin était au nombre des otages; il a vu Castioni tirer sur Rossi. Il a été envoyé à Londres pour confrontation avec le meurtrier. Le procès d'extradition fut ajourné sur sa demande, parce qu'il avait des doutes sur l'identité de Castioni, qui était méconnaissable à la suite de changement de costume. En conséquence, il demanda, pour plus de sécurité, d'autres témoins.

M. Morel, juge fédéral, demande au témoin qui lui a dit que l'homme au chapeau noir, en vêtements clairs et de haute stature qui a tiré sur Rossi était Castioni. Le témoin répond que c'est la voix publique, qu'il ne peut se souvenir qui l'a dit le premier.

M. Casella, conseiller d'Etat :

Le témoin fait le récit concordant avec celui de son collègue, M. Gianella, sur ce qui s'est passé dans le *palazzo* avant, pendant et après la prise du palais par les insurgés. Dans la matinée, il avait reçu de M. Luigi Gabuzzi l'avis qu'un complot était tramé pour attenter à la vie de M. Respini. Il se refusa à y croire et n'en informa pas le président du Conseil d'Etat, alors à Lugano, où il fut arrêté. Au moment où l'on releva le corps de Rossi, M. Casella constata qu'il avait dans la poche intérieure de son veston un revolver dont les six coups étaient encore chargés.

Long contre-interrogatoire sur la question de la vérification des signatures du pétitionnement révisionniste.

M. Casella ne s'est pas occupé directement de l'affaire, qui n'est pas du ressort de son département, mais il soutient le droit, contesté au Conseil d'Etat, de faire procéder lui-même à la vérification des signatures, au lieu de s'en tenir aux déclarations des syndics. Ce droit est fondé sur la constitution.

Quant au délai d'un mois pour la convocation des électeurs, il courrait depuis la date de la vérification des signatures et non depuis le dépôt des listes. Le Conseil d'Etat a en effet, demandé à ce sujet une consultation à M. Koenig, professeur à Berne. Le juge d'instruction fédéral a demandé à voir ce document, mais le Conseil d'Etat du Tessin ne le lui a pas donné.

M. Forrer, avocat, prétend que les actes de la procédure fédérale ont été imprimés à Milan et communiqués à la partie civile. Il prétend que cette publication a été remise aux témoins pour prévenir des contradictions.

M. Casella ignore à combien d'exemplaires les pi-

ces de la procédure ont été imprimées. Il en a reçu un comme partie civile, que lui a remis son avocat, M. Schmid (Uri).

A la demande si les témoins en ont reçu, il répond qu'il sait au contraire qu'il en a été refusé à certains témoins qui en avaient demandé.

M. Schmid consent à déposer le document entre les mains du président.

M. Forrer demande à M. Casella s'il ne sait pas que le gouvernement n'a pas été renversé pour avoir surtout corrompu la jeunesse des écoles.

M. Olgiati, président de la cour, déclare inadmissible une question posée sous cette forme captieuse.

M. Forrer lit le passage suivant d'un manuel provenant d'Italie dont on s'est servi dans certaines écoles du Tessin : « Ce grand pays, notre patrie, c'est l'Italie. »

M. Casella proteste avec indignation contre l'équivoque que cherche à créer M. Forrer en insinuant que le gouvernement conservateur favoriserait la propagande italienne au Tessin. Le Tessin est forcé d'emprunter des manuels scolaires à l'Italie, où il s'en publie d'excellents. S'il s'y trouve quelques pages de trop, on ne peut pas les arracher. Les maîtres d'école tessinois savent bien interpréter les passages semblables et faire les corrections nécessaires.

Le président Olgiati précise ce point la pensée du témoin pour dissiper toute équivoque.

M. Forrer produit un second manuel imprimé dans la typographie cantonale tessinoise.

M. Casella explique que cet établissement ne dépend pas directement de l'Etat et qu'il a une administration indépendante. Le livre en question n'a pas été approuvé par le département de l'instruction publique.

M. Forrer commence la lecture d'un passage disant : « Nous, Tessinois, appartenons à la sainte Eglise catholique (*viens aux tribunes*). »

Le président Olgiati interrompait cette lecture. Il estime que l'avocat peut donner de semblables citations dans des plaidoiries, non dans un interrogatoire.

M. Forrer soulève un incident.

Après avoir eu les adjonctions du procureur général, la cour décide d'ajourner la lecture jusqu'à ce que la défense ait fourni la preuve que le livre a été approuvé par le département de l'instruction publique.

L'audience est levée au milieu d'une vive agitation. Au dehors, un nombreux groupe de Tessinois radicaux attend la sortie de M. Respini et des témoins conservateurs. Pas de manifestation.

M. Respini a demandé au tribunal de pouvoir rester à Bellinzona pour le procès Scazziga, qu'il a été appelé par dépêche pour déposer à Zurich. Cette demande n'a pas été accordée. Si M. Respini est retenu ici, il devra être remplacé par M. Volonterio pour la plaidoirie de la partie civile à Bellinzona.

Assemblée fédérale. — Pour le cas où le peuple suisse et les cantons accepteraient, dimanche prochain, le nouvel article constitutionnel relatif à l'initiative, le Conseil fédéral, donnant suite à la demande de quarante députés, convoquerait extraordinairement l'Assemblée fédérale pour le 27 juillet.

Chemins de fer. — Divers journaux reproduisent une dépêche de Paris annonçant que la Compagnie de l'Est aurait l'intention de faire acheter comme autres fois, très prochainement, les trains internationaux par la ligne du Jura. Cette nouvelle est prématurée; la Compagnie de l'Est n'a jamais dit qu'elle abandonnait la voie du Jura; elle attend, pour prendre une décision, le résultat de l'expertise dont un ingénieur de la compagnie doit prendre connaissance. La date de la reprise de l'acheminement par le Jura n'est pas encore fixée.

La direction du chemin de fer du Sud-Est suisse a demandé l'autorisation de contracter un emprunt de deux millions sur hypothèque.

Recours. — Le Conseil fédéral a reconnu fondé le recours électoral tessinois d'Osogna, à raison de l'exclusion de sept citoyens du registre électoral. Les autres recours ont été écartés. En conséquence, les élections des députés Pagnamenta, Rossetti et Montighetti ont été cassées.

Monchenstein. — Le colonel Blaser, instructeur en chef du génie, a adressé au département militaire son rapport relatif aux mesures prises pour les travaux exécutés à Monchenstein.

Le département a exprimé au colonel Blaser et au major Oehler sa gratitude pour leur conduite dans ces circonstances et les a chargés d'exprimer ses remerciements officiels aux troupes qui ont travaillé sur les lieux du sinistre.

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Les dernières nouvelles adressées de l'Emmenthal au *Bund* sur l'orage de jeudi sont navrantes. Les personnes les plus âgées disent que depuis près d'un siècle cette contrée n'avait pas subi une catastrophe pareille. On ne pourrait se faire une idée de la masse des eaux qui se précipitaient de toutes parts avec un bruit semblable à celui du tonnerre, charriant sur leurs vagues brunâtres des sapins, des bois de scierie, des arbres fruitiers, des débris de toitures et de mobiliers. Le tocsin appelait les gens de toutes parts sur les lieux du sinistre, et leurs efforts ont, en maintes localités, grâce à la promptitude des secours, empêché la rupture des digues de l'Emme; à Lutzelhof seulement, les eaux ont coupé la digue et toute la contrée située en aval a été ravagée; à Berthoud aussi, l'inondation a causé quelques dommages, mais c'est l'Emmenthal inférieur qui a été le plus effroyablement dévasté. Tous les ruisseaux affluents de l'Emme s'étaient gonflés jusqu'à devenir de gigantesques courants d'eau, presque tous les ponts sont emportés, en sorte que la circulation est interrompue pour longtemps; de grandes étendues de terrain sont balayées; sur les rives, sur les rives de ces torrents, partant on voit d'étonnantes masses de bois apportées par l'élément destructeur; les champs avoisinants sont couverts là de sable, ici de pierres.

C'est dans la vallée de Marbach que le désastre est le plus grand; là, c'est le Schönbach, affluent de l'Ifis, qui a causé des dégâts incommensurables, en se creusant un nouveau lit au travers des belles prairies, tandis que l'ancien lit reste presque à sec. L'aspect de la partie postérieure du village de Marbach, qui a subi le premier choc, est indescriptible; là, plusieurs maisons ont été démolies de fond en comble, et c'est à peine si leurs habitants ont pu sauver leur vie.

Dans l'Oberland, il y a eu le même jour un formidable orage, qui s'est déchaîné sur la vallée de Habkern; le Lombach, gonflé rapidement, est sorti de son lit et a inondé les cultures. A Habkern, le pont a été enlevé par le torrent.

A Zweisimmen, il est tombé aussi, entre 3 et 4 heures après midi, une pluie tellement abondante que personne ne se souvient d'avoir vu pareille trombe. Des ruisseaux descendent bientôt de toutes les hauteurs. La population entière était sur pied. La route a été coupée à plusieurs endroits, soit par des fossés creusés par l'eau, soit par des éboulements.

ZURICH. — Lundi soir, le journaliste socialiste Seidel a présidé, à Zurich, un meeting de protestation à l'occasion de la catastrophe de Monchenstein. L'as-

semblée a voté une résolution flétrissant l'indifférence du département fédéral des chemins de fer, de la direction du Jura-Simplon et de l'Assemblée fédérale dans cette sanglante affaire.

SCHWYZ. — Le Club alpin schwytois fera, le soir du 1^{er} août, ériger sur le sommet des Mythen une croix lumineuse de 15 mètres de hauteur. La vallée et les rives du lac seront de même brillamment illuminées; si le temps se met de la partie, l'illumination promet d'être la grande attraction des fêtes jubilaires.

APPENZELL. — Les deux frères Dörig, qui ont, les premiers, retrouvé Paganini, un des touristes qui avaient été ensevelis dans la neige, l'hiver dernier, dans une ascension au Santis, dont il a été très fréquemment question dans les journaux depuis cette époque, racontent de la manière suivante leur lugubre découverte. Ils ont d'abord aperçu un alpenstock planté dans la neige, et, lorsqu'ils approchèrent, ils trouvèrent le malheureux touriste debout, près d'un petit rocher (Knoren), la tête un peu inclinée sur l'épaule droite, la main gauche dans la poche de son pantalon, et — ce qu'il y avait de plus surprenant — son chapeau encore sur la tête, ce qui fait supposer qu'il a succombé sans agonie. Il faut en conclure que Paganini a cherché un refuge auprès de ce rocher, et l'a trouvé pour un peu de temps. Il n'a pu aller plus loin au milieu du tourbillon qui l'avait surpris, et il a été enseveli et gelé dans la neige, où son bras droit était encore enfoncé; il avait sa corde de sauvetage autour du corps, et son havresac sur le dos; son front, qui a été naturellement le premier exposé à l'air, avait déjà été entamé par la décomposition; sauf cela, le corps était encore entièrement intact. L'expédition de recherche est arrivée avec la victime dans un cerneil à Weisbad. Trois porteurs, MM. Fr. Dörig, J.-B. Koster et Ruch, ont dû le transporter à dos d'homme dans son cerneil; cette double charge pesait de 220 à 230 livres.

GENÈVE. — Le *Generos* dit que dans le détachement de recrues d'infanterie de Genève qui est parti hier pour Lausanne, et qui se compose de 32 recrues, se trouve le fils du général Klappa. Ce jeune homme est arrivé ces jours derniers de Paris, où il était entré, il y a deux ans, à l'Ecole des mines.

CANTON DE VAUD

VEVEY. — L'Assemblée de paroisse de Vevey est convoquée pour dimanche prochain, à 10 heures du matin, dans le temple de St-Martin, à l'effet de procéder à l'élection d'un candidat pour le poste de pasteur, vacant dans cette paroisse.

Six candidats se sont présentés. Ce sont MM. Henri Jaques, pasteur à Apples; Jean Banderet, pasteur à St-Livres; Henri Subilia, pasteur à Provence; Louis Walter, pasteur à l'Abbaye; Adolphe Curchod, pasteur à Bercher; et Auguste Bardon, pasteur au Brassus.

LAUSANNE

M. Jean Meyer.

M. Jean Meyer, ingénieur en chef de la construction de la compagnie Jura-Simplon, est mort hier, à Lausanne, à l'âge de 51 ans. Il était atteint d'une affection cancéreuse du larynx, qui avait pris rapidement un caractère grave. Coup sur coup, deux opérations lui avaient été faites : la trachéotomie d'abord, puis, dix jours après, la laryngotomie. Cette dernière opération paraissait avoir bien réussi, on le croyait hors d'affaire et on songait déjà à le transporter chez lui quand une complication est survenue qui l'a emmené en quelques jours.

M. Jean Meyer était né à Fribourg en 1840 d'une famille d'origine schaffhouse. Il fit des premières études au pro-gymnase de Fribourg, puis entra à l'école polytechnique fédérale de Zurich d'où il sortit en 1859 avec son diplôme d'ingénieur. Il alla ensuite à Paris et suivit pendant une année environ les cours de l'Ecole centrale. En 1860, il revint au pays et entra, en qualité de conducteur des travaux, au service de la compagnie de Lausanne-Fribourg, dont l'ingénieur en chef était alors M. Durbach, actuellement chef d'exploitation de la compagnie de l'Est français. Jean Meyer travailla spécialement à la construction du pont de Maconnens. En 1862 il fut chargé, comme chef de section, des travaux de parachèvement de la ligne; cela dura jusqu'en 1865. A ce moment, il prit les fonctions d'inspecteur technique de l'Association des chemins de fer de la Suisse occidentale. En 1871, lors de la constitution définitive de la compagnie Suisse-Occidentale, il fut nommé ingénieur en chef de la construction. En cette qualité, il dirigea les travaux de la ligne transversale Fribourg-Payerne-Yver

minutes. Une heure leur a donc suffi pour accomplir le trajet.

Accident. — Lundi soir, un garçon boucher a été très grièvement blessé à la tête par une tuile qui s'est détachée du clocher de l'église de St-François. Son état est grave : il a une fracture du crâne et du nez.

CHRONIQUE AGRICOLE

La bouillie bordelaise et les maladies des plantes.

La découverte, survenue en 1884, de l'efficacité remarquable des sels de cuivre contre le mildiou a eu des conséquences extrêmement importantes au point de vue du traitement des maladies des plantes en général. On a reconnu dans le sulfate de cuivre un agent des plus efficaces pour prévenir le développement des cryptogames, et on ne saurait trop recommander l'emploi, sous forme de bouillie bordelaise, contre les trop nombreuses maladies dues aux attaques des champignons microscopiques.

Comme nous l'avons montré dans un travail paru dans l'*Annuaire*, publié par le Département fédéral de l'agriculture, le sulfate de cuivre en solution très diluée entrave la germination d'un grand nombre de spores de champignons. La plupart meurent ou ne se développent pas dans une solution contenant un millième et, pour d'autres espèces, un dix-millième de sulfate de cuivre. Dans une goutte de solution au cent-millième, la germination de plusieurs espèces est déjà anormale et peu constante.

Pour le mildiou, la sensibilité à l'égard du cuivre est du reste plus développée encore, comme l'a prouvé M. Millardet. Les spores de ce *Peronospora* ne germent plus convenablement dans une solution qui contient de deux à trois dix-millièmes de cuivre.

La sensibilité particulière du *Peronospora* de la vigne (mildiou) s'explique par le mode très spécial de germination des spores, lesquels s'ouvrent pour laisser sortir un certain nombre de corpuscules animés qui nagent dans l'eau pendant quelques heures avant de se fixer et de produire un tube germinatif qui, pénétrant alors dans la feuille de vigne, ces détails ne sont visibles, cela va sans dire, qu'à l'aide d'un microscope grossissant de 300 à 400 fois au moins.

L'efficacité du sulfate de cuivre contre les champignons est donc démontrée scientifiquement par le fait que le cuivre en solutions très diluées empêche leur germination ; pratiquement, elle l'est par des exemples nombreux et connus de tous.

Parmi les maladies qui pourraient être avantageusement combattues par des aspersions de bouillie bordelaise (mélange de vitriol bleu et de chaux), nous citerons :

1. La maladie des feuilles de pommiers, qui a été si violente l'année dernière. On se rappelle le triste aspect d'un grand nombre de nos pommiers, à la fin de l'été 1890. Si les conditions météorologiques sont favorables, il faut s'attendre à voir l'évolution du champignon se renouveler. Des aspersions répétées de bouillie bordelaise sont donc à recommander partout où cette opération peut se faire pratiquement.

On vend actuellement avec la plupart des pulvérisateurs des « lances à rallonges » spéciales, pour le traitement des arbres. Du reste, nous avons constaté que l'on peut traiter facilement des pommiers de taille moyenne avec la lance ordinaire en procédant comme suit : On fixe à l'appareil un tuyau de caoutchouc mesurant environ 3 mètres de long et terminé par la lance ; cette dernière est attachée à l'extrémité d'une perche que l'on tient à la main. Avec le pulvérisateur employé pour cet essai (Vernore), on atteignait ainsi facilement à une hauteur de 5 à 6 mètres. Pour des arbres de plus grandes dimensions, on aurait encore la ressource de se servir d'une échelle et de monter sur l'arbre pour faire le traitement.

2. Les poiriers sont atteints fréquemment par un champignon très proche parent du précédent, qui provoque sur les feuilles des taches noires. Les poires atteintes mûrissent également ; elles n'arrivent pas à maturité et se fendent ou se fissurent en tous sens. C'est ce qu'on appelle la maladie de la « tavelure ». Nous avons au Champ-de-l'Air des poiriers de la variété « Doyenné d'hiver » dont tous les fruits étaient précédemment rendus imangeables par le développement régulier de cette maladie. Depuis trois ans, on pratique des sulfatages répétés sur ces arbres, et les tavelures ont presque totalement disparu.

3. La bouillie bordelaise peut rendre de grand service aux jardiniers pour le traitement de diverses maladies d'origine cryptogamique : ainsi le « fil » (appelé aussi la « toile »), qui attaque les boutures ou les jeunes semis et les fait périr fréquemment, les taches grises ou noires qui apparaissent sur un grand nombre de plantes, etc. Citons en particulier une maladie que nous avons eu l'occasion d'observer chez les geraniums, dont les feuilles se tachent et se-

chent rapidement sous l'influence d'un cryptogame. Deux traitements à la bouillie ont fait disparaître cette altération.

4. Enfin nous mentionnerons les maladies suivantes, pour lesquelles des traitements à la bouillie bordelaise ont été reconnus efficaces par divers expérimentateurs : pourriture des tomates, des pommes de terre, cloque des pêchers, maladies (taches grises ou brunes) des feuilles de haricots, de groseillers, melons, pruniers, prunotiers, cognassiers, cerisiers, fraisiers.

Pour toutes ces maladies, on peut donc essayer l'emploi de la bouillie aux doses ordinaires, celle indiquée avec le mode de préparation de la précédente « Chronique » : 3 kg. vitriol bleu et 2 kg. chaux grasse pour 100 litres d'eau.

L'essentiel est toujours de faire des traitements préventifs et de les répéter plusieurs fois dans le courant de l'été.

(Chronique agricole et viticole).

Jean Dufour.

LES LIVRES

Jésus de Nazareth, au point de vue historique, scientifique et social, par Paul de RÈGLA. — In-8° de 400 pages. — Paris, chez Georges Carré.

Ce livre-ci paraît à son jour ; il était attendu par beaucoup de monde. Nous voudrions que ceux qui l'attendent sachent qu'il a paru. C'est une vie de Jésus-Christ, une étude critique sur nos Évangiles au point de vue du suggestionisme et du magnétisme animal, écrite par un homme qui connaît ces arts et qui les pratique, par un médecin qui a vécu en Orient et qui paraît versé dans tous les mystères. Règle n'est pas son nom véritable ; la note B (p. 374) nous apprend que son nom commence par un D majuscule, et qu'au jugement de M. Paul de Léonie, de *Paris-Gazette*, il est extrêmement fort.

S'il a élevé le magnétisme en médecine à la hauteur d'une révélation, en revanche il n'écrit pas correctement ; il ne se borne pas à forger des mots, ce qui est aujourd'hui bien porté ; il détourne souvent les mots en cours de leur acception courante. Certains locutions le feraient prendre pour un des nôtres. « Ne pas décevoir, se rappeler de quelque chose », n'est-ce pas notre langue lémanique, nommée *velche*, on ne sait trop pourquoi, par Bouillet et dont M. Alfred Ceresole a voulu faire un emploi littéraire contre le sentiment motivé de notre excellent Rambert.

Ceci n'importe guère assurément : qu'on écrive comme on peut lorsqu'on a quelque chose à dire. Un défaut plus grave à notre avis, sans être extrêmement grave, c'est une certaine insuffisance d'orientation ou plutôt une vacillation dans le point de vue, qui tient à un reste de chauvinisme gaulois. Au début un rapprochement entre Golgotha et Sainte-Hélène nous a fait frémir, car dans le sujet traité la justesse du sens moral est la condition vitale, et le sens moral peut-il être juste chez qui ne met pas l'élément moral au-dessus de tout ? Toujours en suite du point d'ou l'auteur contemple les choses, en raison sans doute aussi, reconnaissons-le, du but prochain qu'il se propose, le christianisme historique s'absorbe tout entier, chez lui, dans le catholicisme romain.

« Ebranlé un instant... le pharisaïsme va... se reconstituer plus fort que jamais. Jérusalem va disparaître pour céder sa place morale à Byzance et à Rome. L'ancien paganisme va s'effondrer pour donner naissance au paganisme moderne, à l'horrible manteau d'Arlequin dont on a affublé la doctrine du divin maître, toute de conscience et de cœur. Le christianisme aura duré ce qu'a vécu son fondateur » (p. 296).

Ce thème, qui n'est pas pour nous déplaire, est repris au dernier chapitre, par lequel on fera peut-être bien de commencer.

« Les papes et les évêques successeurs, non de Jésus, mais du judaïsme officiel... auront des soldats... Et de même que pendant les premiers siècles du christianisme on avait entendu les païens crier : aux bêtes féroces les chrétiens ! de même on entendra les descendants de ces chrétiens transformés en catholiques s'écrier, la rage au cœur, la malédiction sur les lèvres : « Au feu, au bûcher, à la torture ! » (p. 344). Cela va ainsi jusqu'au réveil du lion gaulois, qui, brisant d'un seul mouvement les liens qui l'enferment, s'élance sur toutes les vieilles institutions de l'Europe catholique.

Résultat du concile de Nicée et de la volonté de Constantin, le catholicisme moderne n'est qu'une modification du judaïsme de Jérusalem, le faire naître de Jésus est méconnaître l'histoire. « Son compte est réglé par ces mots ; quant au protestantisme et à toutes les autres églises chrétiennes, n'en attendez pas la critique ; elles ne sont pas dans l'horizon de l'auteur, bien qu'une fois il semble se rappeler leur existence.

Son travail n'en a que plus d'intérêt pour les pro-

testants. En somme, après avoir constaté que nos Évangiles ne racontent presque jamais le même fait de la même manière, et prononcé que leur valeur documentaire est très faible, l'auteur admet la réalité historique de Jésus-Christ, dans lequel il voit la plus parfaite incarnation de l'idée divine. Il accepte pleinement la réalité des guérisons qui forment le trait dominant dans la carrière du Galiléen, y comprises les résurrections (apparentes) qui s'expliquent toutes également comme des faits physiologiques. Le changement de l'eau en vin n'est qu'un simple phénomène de suggestion. C'est aux écoles de Nancy et de la Salpêtrière qu'il appartient provisoirement d'apprécier ces interprétations. Il est certain que la notion du surnaturel n'est point aisée à définir et que l'étendue de ses domaines se rétrécit sous nos yeux chaque jour.

Quant à la résurrection de Jésus lui-même, elle n'implique aucune sorte de superstition. Jésus n'était pas mort et ne pouvait pas l'être vu le peu de durée de son supplice et l'omission des précautions ordinaires pour assurer l'achèvement. Il revint à lui dans la grotte sépulcrale préparée par Joseph d'Arimatee. C'est donc bien en chair et en os qu'il apparaît à ses disciples. Que devint-il depuis ? L'auteur le sait et nous fait espérer (p. 341) qu'il nous le dira quelque jour.

Il appartient aux théologiens de contrôler toute la discussion des textes, sur laquelle nous n'avons garde de nous prononcer. Nous n'avons voulu que caractériser un point de vue. Le but de l'ouvrage est d'attirer sur Jésus et sur la doctrine de Jésus, qui se résume pour l'auteur dans la charité, l'attention des personnes étrangères au christianisme officiel.

Tout balancé, malgré quelques intempérances d'imagination, malgré le passage regrettable, dont l'extrême vulgarité n'exclut point l'invasivité, nous jugeons que ce livre est utile et nous lui souhaitons beaucoup de lecteurs. Celui qui écrit dans le dessein d'établir qu'il n'y a rien de pur nulle part et que rien ne peut aboutir sans mensonge commet un acte abominable, le vrai péché contre l'Esprit, pour lequel le pardon n'existe pas. Hors de là, pourvu que la sainteté soit respectée, il ne semble que toutes les vies de Jésus seront de bons livres, parce qu'ou qu'un homme oit le contact de Jésus lui fera du bien. L'auteur qui nous occupe cite largement les paroles de son maître, commençant par le texte entier du Sermon sur la montagne pour finir par le bon Samaritain. Il y a des milliers d'écrits beaux littéraires (pour les prendre sur ce pied là), sont des beautés à peu près neuves. Il y en a d'autres où elles sont très familières, mais où l'importance attachée aux doctrines théologiques ne laisse plus guère aux fidèles le temps de s'y arrêter. Dans l'un des milieux comme dans l'autre, il sera bon de le faire, de relire sans parti pris ces pages éternelles, de les relire encore et de s'y plonger.

Les lecteurs et amis d'Urban Olivier apprendront avec plaisir que la maison Bridel prépare une édition nouvelle de l'*Orphelin*, épuisée depuis longtemps. Un peintre que les Vandois connaissent et aiment, l'auteur du *Tauveur*, l'illustrateur de *Mireille*, s'est chargé d'illustrer le récit du romanier. Aimable collaboration, non de l'esprit seulement, mais du cœur ! Nous n'avons pas encore vu les dessins de M. Eugène Bernard, dont beaucoup sont déjà prêts, mais nous ne doutons pas que son affection pour notre pays, son intelligence des mœurs et du caractère de nos compatriotes ne donne un attrait de plus à la sincérité si vraie et si juste de son habile crayon.

L'*Orphelin* paraîtra par souscription en un volume grand in octavo carré, avec quatorze grandes planches hors texte et quinze dessins dans le texte. La souscription s'ouvrira en septembre prochain.

LES COMMENCEMENTS DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, par Pierre Vaucher, professeur d'histoire à l'Université de Genève. Édition revue et corrigée. Lausanne, H. Mignot, éditeur.

On raconte qu'en 1832, M. Frédéric-Alex. de Chambrier, représentant le canton de Neuchâtel dans la commission réunie à Lucerne pour l'essai de révision du pacte fédéral et soupirant en nombreuse compagnie chez l'avoyer Pfylfer, l'amphitryon porta un toast chaleureux au souvenir de Guillaume Tell. Le rigide royaliste neuchâtelois refusa de s'y associer. « Monsieur l'avoyer, dit-il, je ne bois jamais à la santé d'un assassin. » C'était de cette même ville de Lucerne que, quelques années auparavant, un étudiant se vantait, dans une lettre écrite à un ami de Lausanne, d'être allé avec ses camarades en pèlerinage au Chemin creux « le jour où les aristocrates de la Suisse entière s'étaient donné rendez-vous pour l'inauguration du monument destiné à immortaliser la stupidité des mercenaires morts, le 10 août, pour la défense d'un tyran. »

Aujourd'hui, on voit encore, au théâtre, Gessler tomber sous la flèche de Tell ; le pinceau d'un Stuckelberger fait revivre le grand drame sur les fresques de la fameuse chapelle ; les confédérés se disputent

l'honneur d'élever une statue à celui qui, quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise ou qu'on écrive, restera le vivant symbole de leur affranchissement, mais l'histoire documentaire des origines de la Confédération ne prononce plus même le nom presque divinisé du fier archer de Burglen.

C'est ce que nous venons de constater en lisant les vingt-quatre pages adressées par M. Pierre Vaucher à ses compatriotes, au moment où la Suisse se dispose à célébrer le 600^e anniversaire de son existence nationale. Il nous montre la ligne primitive, préparée en 1245, jurée en 1291 et victorieusement défendue en 1315, par les simples communautés rustiques, qui ont donné naissance au plus ancien Etat libre de l'Europe moderne. « Nous ne rencontrerons, dit-il, dans l'histoire des paysans d'Uri, de Schwytz et d'Unterwalden aucun des incidents romanesques dont l'amour-propre de leurs descendants a cru devoir embellir, mais en analysant avec soin les pièces trop rares que les archives des Waldstätten ont conservées, nous réussirons peut-être à démontrer que les documents authentiques valent pour le moins la légende et nous aurons en tout cas la satisfaction de ne rien affirmer qui ne soit conforme aux règles les plus strictes de la critique historique. »

Sur ce point, nous pouvons rendre pleine justice au consciencieux professeur de Genève et reconnaître qu'il tient même au delà de ses promesses. Avec une admirable clarté, il trace en quelques mots la position géographique des trois petits peuples qui vont unir leur destinée ; il nous montre les bons Urnais obtenant les premiers de Henri de Hohenstaufen l'immédiate impérialité ; les longueux Schwytzois, toujours prêts à tenir tête à tout le monde, même à l'Eglise, s'assurant auprès de Frédéric II le même privilège ; les Unterwaldiens enfin, plus morcelés, mais venant braver à la rescousse, lorsque, en 1245, Rodolphe le Taciturne, l'oncle de Rodolphe III, veut, au profit de sa maison, reprendre aux Schwytzois leur droit et attirer sur eux les foudres du pape Innocent IV.

C'est la puissance sans cesse grandissante de cette maison de Habsbourg qui finit par amener, le 1^{er} août 1291, quinze jours après la mort de Rodolphe III, le pacte solennel par lequel se liaient les hommes des vallées d'Uri, de Schwytz et de Stanz, cet acte qui fut le premier pacte fédéral et dont voici les principaux articles :

1^{er} Les confédérés s'engagent par serment à se prêter réciproquement secours de conseil et d'action, de bras et de biens, au dedans et au dehors des vallées, contre tous ceux qui feraient peine, injure ou violence à eux tous ou à l'un d'entre eux.

2^e Ils déclarent nettement que chacun d'eux est tenu, selon sa condition, de rendre à son seigneur l'obéissance et les services qui lui sont dus ; mais en même temps, ils déclarent, non moins nettement, qu'ils n'accepteront aucun juge qui ait acheté sa charge ou qui soit étranger à leurs vallées.

3^e Ils fixent la règle à suivre en cas de discord intestine : « Si quelque dissension naît dans leurs vallées, ils prendront des arbitres, chez eux, parmi les plus sages. Si l'un des parties repousse la décision des arbitres, les autres confédérés feront respecter cette décision. »

4^e Enfin, de même qu'ils ont déterminé les conditions auxquelles seules ils recevront ceux qu'on leur donnera pour juges, ils indiquent de quelle manière la justice doit être rendue en statuant les peines à infliger en cas de meurtre, d'incendie ou de spoliation. Au meurtre la mort ; à ceux qui lui prêteront secours, le banissement. L'incendiaire sera rayé du nombre des confédérés ; ceux qui l'auront accueilli paieront le dommage. Les biens du spoliateur indémniseront les victimes, etc.

« Tous ces engagements, est-il dit, sont pris dans l'intérêt commun, pour durer, si le Seigneur le permet, à perpétuité. »

Trois mois plus tard, le 16 octobre 1291, un nouvel acte scellait, contre l'ennemi commun, une alliance offensive et défensive des Urnais et des Schwytzois avec la ville de Zurich, et parmi les signataires de cette pièce nous trouvons les noms d'un Arnold, d'un Attinghausen, d'un Ab Ilberg, d'un Stauffacher.

Enfin, le 15 novembre 1315, la merveilleuse victoire du Morgarten venait mettre pour toujours un terme aux prétentions de la maison d'Autriche sur les trois vallées des Waldstätten.

En résumé, M. Vaucher oppose au coup de théâtre de la légende une indépendance progressivement et glorieusement conquise. Son exposé montre clairement tout ce que le pacte du 1^{er} août 1291 nous rappelle. « Six siècles ont passé sur ce pacte sans rompre l'alliance qu'il a scellée et sans détruire le parchemin qui le contient. C'est tout ensemble une promesse de fidélité réciproque et une grande œuvre collective ; ceux qui l'ont rédigé se sont montrés occupés de faire connaître leurs noms, de tenir leur parole. » Ainsi se termine cette brochure où vont d'être inscrites tous ceux qui tiennent à comprendre la vraie signification du glorieux centenaire que la Suisse s'apprête à célébrer.

La librairie Lecène Oudin et Cie met en vente un nouveau roman d'aventures : 500,000 dollars de récompense, par FERNAND-HUE, l'auteur des *Couvoirs de frontières*, des *Volontés de locomotives*, etc. (Un vol. grand in-8°, broché 4 fr.) Le nouveau volume de Fernand-Hue est de ceux qui empoignent dès le début, dont l'intérêt va croissant, et qu'on ne ferme qu'après les avoir lus jusqu'au bout. 500,000 dollars de récompense est à la fois un roman d'aventures des plus émouvants et une étude très vraie et très vivante des Boers, ce peuple si sympathique.

DÉPÊCHES

Fribourg. 1^{er} juillet. — Incendie considérable à Morlon, la nuit dernière : onze maisons et trois granges ont été détruites.

Bellinzona. 30 juin. — L'interrogatoire des témoins, dans le procès Scazziga, est terminé.

Le procureur-général prononcera demain matin son réquisitoire.

St-Petersbourg. 1^{er} juillet. — Il a été décidé que la grande escadre pratique russe de la mer Baltique assistera à la réception des navires français dans la rade de Cronstadt. Elle sera rangée sur deux lignes, commandées chacune par un amiral. Outre le banquet et la soirée qui seront offerts au Club de la marine, on annonce que des banquets sont organisés en l'honneur des marins français par la municipalité, le gouverneur, le Club du commerce et les cercles militaires de Cronstadt.

Wilhelmshaven. 1^{er} juillet. — L'empereur et l'impératrice sont partis hier après-midi, à cinq heures, à bord du yacht *Hohenzollern*. La corvette *Prinzessin Wilhelma* suit.

Berlin. 1^{er} juillet. — On dit que l'empereur Guillaume va faire une sorte de manifestation en accordant simultanément le cordon de l'Aigle-Noire aux comtes Taaffe et Zzapary, à M. di Rudini et au prince de Caraman-Chimay, ministre des affaires étrangères de Belgique.

Berlin. 1^{er} juillet. — Le Berliinois qui a vraisemblablement péri dans une ascension du Pilate, et que les journaux suisses appellent M. Kalkreuth, est en réalité M. le Dr de Kalkstein, écrivain et orateur politique très connu à Berlin, qui fut candidat du parti progressiste dans une des circonscriptions de la Hesse lors des dernières élections au Reichstag.

Londres. 1^{er} juillet. — Suivant une dépêche de Bangkok au *Standard*, les troupes françaises ont occupé la province de Luang-Prabang que le roi de Siam revendique. Le *Standard* voit dans ce fait le projet de la France de s'annexer le royaume de Siam tout entier et trouve une connexion entre les projets de la France et de la Russie dans l'extrême Orient.

Buenos-Ayres. 1^{er} juillet. — Les autorités de l'Etat de Catamarca sont rétablies.

Roubaix. 1^{er} juillet. — Une rixe a éclaté entre les rentiers grévistes et les ouvriers syndiqués. Cinq arrestations.

Paris. 1^{er} juillet. — Une réunion de patrons épiers et bouchers a décidé de repousser les demandes des employés pour les heures d'ouverture et de fermeture des boutiques.

Paris. 1^{er} juillet. — Le bruit court que le garde des sceaux va déposer au Sénat une demande en autorisation de poursuites contre M. Paul Decauville, sénateur de Seine-et-Oise. Il s'agit probablement des faits relatifs au Panama.

L'affaire Turpin-Tripone viendra les 9, 10 et 11 juillet devant la chambre des appels correctionnels et sera probablement jugée à huis-clos.

Ed. FEHR, éditeur.

M. SCHLOSSER DE PARIS

PÉDICURE SPÉCIALISTE
des principales familles royales d'Europe
S'ABSENTE DE LAUSANNE
POUR PEU DE JOURS

Horaires des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse
(Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.
Genève	6 30	8 15	9 10	11 10	1 30	3 40	4 45	5 10				
Nyon	7 40	9 25	10 10	12 10	2 45	4 55	6 00	6 25				
Yverdon	8 45	10 30	11 15	13 15	3 50	6 00	7 05	7 30				
Thonon	9 50	11 35	12 20	14 20	5 00	7 10	8 15	8 40				
Bourg	10 55	12 40	13 25	15 25	6 05	8 15	9 20	9 45				
Chablais	11 55	13 40	14 25	16 25	7 10	9 20	10 25	10 50				
Cluses	12 55	14 40	15 25	17 25	8 15	10 25	11 30	11 55				
Annemasse	13 55	15 40	16 25	18 25	9 20	11 30	12 35	13 00				
Châlon	14 55	16 40	17 25	19 25	10 25	12 35	13 40	14 05				
Villeneuve	15 55	17 40	18 25	20 25	11 30	13 40	14 45	15 10				
Neuchâtel	16 55	18 40	19 25	21 25	12 35	14 45	15 50	16 15				

Départ de	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.
Genève	6 30	8 15	9 10	11 10	1 30	3 40	4 45	5 10				
Nyon	7 40	9 25	10 10	12 10	2 45	4 55	6 00	6 25				
Yverdon	8 45	10 30	11 15	13 15	3 50	6 00	7 05	7 30				
Thonon	9 50	11 35	12 20	14 20	5 00	7 10	8 15	8 40				
Bourg	10 55	12 40	13 25	15 25	6 05	8 15	9 20	9 45				
Chablais	11 55	13 40	14 25	16 25	7 10	9 20	10 25	10 50				
Cluses	12 55	14 40	15 25	17 25	8 15	10 25	11 30	11 55				
Annemasse	13 55	15 40	16 25	18 25	9 20	11 30	12 35	13 00				
Châlon	14 55	16 40	17 25	19 25	10 25	12 35	13 40	14 05				
Villeneuve	15 55	17 40	18 25	20 25	11 30	13 40	14 45	15 10				
Neuchâtel	16 55	18 40	19 25	21 25	12 35	14 45	15 50	16 15				

Bonveret	—	7 45	7 45	—	12 50	2 45	4 10	5
Villeneuve	5 20	8 05	8 05	9 40	12 30	4 15	4 30	5
Chillon	5 30	8 15	8 15	9 50	12 40	4 25	3 40	4 5
Moutoux	5 35	8 25	8 25	10 —	12 45	4 35	3 30	4 5
Cluses	5 40	8 30	8 30	10 15	12 50	4 40	3 35	4 5
Yverdon	5 55	8 45	8 45	10 20	1 05	4 55	3 50	5 5

